
Marchés : dans l'attente du retour au travail des investisseurs américains.

- **Nikkei : 29 938 (+ 0,9%) / Hang Seng : 26 369 (+ 0,8%) / Asia Dow : + 0,8%**
- **Pétrole (WTI) : 69,29 \$ (Stable)**
- **10 ans US : 1,343% / €/€ : 1,1873 \$ / S&P F : + 0,1%**

(À 7h55 heure de Paris, Source : Marketwatch)

Etats-Unis

Marchés américains fermés pour *Labor Day*.

Ryanair a annoncé lundi que ses discussions avec Boeing concernant une nouvelle commande d'appareils monocouloir 737 MAX 10 achoppaient sur des divergences en termes de prix. Ryanair doit prendre livraison, d'ici à 2025, de plus de 200 appareils 737, ce qui doit lui permettre de porter sa flotte au-delà de 600 appareils. Les deux groupes discutent depuis 10 mois d'une éventuelle extension de ce contrat, sans parvenir à un terrain d'entente.

Goldman Sachs prévoit d'introduire à la Bourse de Londres sa filiale Petershill Partners dans le cadre d'une opération qui pourrait la valoriser à plus de 5 Mds \$. Petershill Partners, spécialisé dans l'achat de participations dans des sociétés de gestion alternative dont des fonds d'investissement et des fonds spéculatifs, sera cotée en tant qu'entité séparée gérée par Goldman Sachs Asset Management.

Asie

L'indice Nikkei (+ 0,9%) reste dopé, ce matin, par les attentes d'un renouveau de la politique économique gouvernementale à la suite de l'annonce vendredi du retrait prochain du Premier ministre japonais. Le seul candidat officiel, pour le moment, a annoncé, dans une interview à la presse, sa volonté de maintenir une politique monétaire accommodante accompagnée d'un nouveau plan massif de relance budgétaire. Elément négatif, la consommation des ménages nippons a légèrement augmenté de 0,7% en juillet sur un an, mais reculé sur un mois, pénalisée par l'épidémie. Au niveau valeur, le géant du jeu vidéo Nintendo (+ 1,3%) et les groupes technologiques Keyence (+ 4,6%) et Murata (+ 5,1%) voyaient leurs titres décoller après l'annonce que ces trois entreprises allaient intégrer à partir du 1er octobre l'indice Nikkei des 225 valeurs japonaises. Une réforme récente des paramètres du Nikkei permet en effet de faire en sorte que tout titre rejoignant l'indice ne puisse pas représenter plus de 1% de son poids total, alors que jusqu'ici l'introduction de nouveaux entrants importants risquaient de le déséquilibrer. Le yen remonte légèrement par rapport au dollar, à 109,75 yens contre 109,86 yens lundi soir. Au niveau des autres indices asiatiques, le Hang Seng est en hausse de 0,8% et Shanghai progresse de 1,1%. Les investisseurs sont rassurés par les statistiques sur le commerce extérieur chinois

qui connaît un net rebond en août, aidé par la réouverture des ports chinois et d'une forte demande internationale.

Au niveau de l'Australie, la banque centrale australienne a modifié son programme d'achats obligataires ce matin en le prolongeant dans le temps mais en réduisant sa taille. Elle indique « *The recovery in the Australian economy has, however, been interrupted by the Delta outbreak and the associated restrictions on activity. (...) This setback to the economic expansion is expected to be only temporary. (...) In our central scenario, the economy will be growing again in the December quarter and is expected to be back around its pre-Delta path in the second half of next year* ». Au-delà de l'épidémie, elle constate aussi que les tensions salariales sont faibles. Au final, le maintien d'une politique monétaire accommodante est encore nécessaire et **prolonge son programme d'achats obligataires de novembre 2021 à février 2022. Toutefois, elle opère un tapering avec des achats obligataires un sur un rythme de 4 Mds \$A (2,98 Mds \$) par semaine, contre 5 Mds \$A précédemment. Elle réaffirme que l'idée d'une hausse des taux n'est pas envisagée avant 2024.** La bourse australienne n'a pas réagi à cette annonce et connaît un recul de 0,2% ce matin. En Corée du Sud, le Kospi recule de 0,6%.

Change €/€



Taux 10 ans (US)



Changes et Taux

Sur le marché des changes, en l'absence des cambistes américains et de catalyseur économique important, c'était très calme ! Les intervenants sont prudents sur l'euro, dans l'attente de la réunion de la BCE. La devise européenne recule de 0,05% face au dollar, à 1,1875 \$, ne régissant pas à la seule publication économique significative, les commandes industrielles en Allemagne en hausse de 3,4%. Même constat sur le marché obligataire. Les évolutions des T-Bonds en transactions électroniques sont non significatives et les variations observées en Europe étaient insignifiantes. Les taux longs Allemands à 10 ans reculent de 0,7 pb, à - 0,3670% et les taux français perdent 0,7 pb, à - 0,0260%. Au niveau du sud de l'Europe, les Bonos espagnols baissent de 1,5 pb, à 0,324%, et les BTP Italiens baissent à 0,69%. Enfin, outre-Manche, les Gilts britanniques débutent la semaine avec une baisse de - 2,5 pb à 0,694%.

Le Salvador devient, aujourd'hui, le premier pays au monde à autoriser le bitcoin comme monnaie légale, à côté du dollar américain. Pour le chef de l'Etat et son gouvernement, le bitcoin permettra aux Salvadoriens d'économiser 400 millions \$ de frais bancaires lors des envois d'argent par la diaspora, notamment installée aux Etats-Unis, qui représentent 22% du PIB du pays. Cependant, plus des deux-tiers des 6,5 millions de Salvadoriens s'opposent à cette décision et vont continuer d'utiliser exclusivement le dollar américain, la monnaie légale du Salvador depuis 20 ans. Selon l'UCA, 65,2% de la population n'est pas intéressée par le téléchargement du porte-monnaie électronique « Chivo » (« Super », en langage familier) nécessaire pour effectuer des transactions de la vie quotidienne en bitcoins, malgré les 30 \$ de bienvenue offerts par le gouvernement. Les députés ont approuvé, à la demande du président Bukele, la création d'un fonds de 150 millions \$ destiné à garantir la convertibilité automatique du bitcoin en dollars américains. En outre, 200 distributeurs automatiques permettant d'échanger des bitcoins sont en cours d'installation. Certains gardés par des militaires pour prévenir leur dégradation par des opposants. Craignant le blanchiment d'argent par des réseaux criminels, notamment de trafic de drogue, les Etats-Unis ont appelé le Salvador à « se protéger des acteurs malintentionnés » par un usage du bitcoin « réglementé », « transparent » et « responsable ».

Pétrole (WTI)



Pétrole

Les cours du pétrole ont connu une légère baisse sur la séance d'hier, pénalisés par des perspectives de la demande faible, notamment en Asie, poussant l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, à abaisser ses prix. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre recule à 72,1 \$ à Londres, en baisse de 0,2% par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour octobre cédait aussi de son côté 0,5% à 68,89 \$. L'entreprise Saudi Aramco a abaissé ses prix à la vente pour ses clients asiatiques d'au moins un dollar pour tous ses types de brut selon la presse spécialisée. Quand le géant saoudien baisse ses prix, il indique une demande plus faible au moment où les variants du Covid-19 risquent de peser plus que prévu sur la demande. Pourtant, l'OPEP+ a décidé la semaine dernière d'augmenter comme prévu sa production le mois prochain. Les investisseurs surveillaient également la situation aux États-Unis, où l'ouragan Ida a touché une partie importante de la production du Golfe du Mexique et a également affecté de nombreuses raffineries. Mais le gouvernement américain a décidé d'utiliser une partie de ses réserves stratégiques pour empêcher une pénurie d'essence en plein week-end prolongé par un jour férié pour la fête du Travail. La production pétrolière dans le golfe du Mexique accuse encore une chute de plus de 80% une semaine après le passage de l'ouragan Ida, qui a endommagé d'importantes infrastructures dans la région, ont annoncé lundi les autorités fédérales. La production reste amputée d'environ 1,5 million de barils par jour, soit de 84%, et celle de gaz de plus de 50 millions de mètres cubes, soit de 81%, a précisé le *Bureau of Safety and Environmental Enforcement*. Au total, 99 plates-formes pétrolières et gazées n'ont pas encore retrouvé tout leur effectif ; 288 installations au total avaient été évacuées préventivement avant l'arrivée d'Ida. Les gardes-côtes des États-Unis ont déclaré de leur côté enquêter sur près de 350 signalements de nappes de pétrole dans le golfe du Mexique ou sur les côtes.

Les « news Market Mover »

- **Japon : vers un nouveau plan de relance ?**
- **Le Royaume-Uni prolonge son moratoire sur des dispositions relatives à l'Irlande du Nord dans l'accord du *Brexit*.**

Fumio Kishida, candidat à la succession du Premier ministre japonais à la direction du Parti libéral-démocrate (PLD), a demandé un plan de relance post-pandémie de plus de 30 000 Mds de yens. L'ancien ministre des Affaires étrangères a déclaré au magazine *Diamond* que s'il devenait Premier ministre, il demanderait à la Banque du Japon (BoJ) de maintenir son objectif d'inflation de 2% et son programme de relance massif : « Nous ne pouvons pas revenir dessus pour l'instant. Supprimer cet objectif pourrait envoyer un mauvais signal aux marchés », a déclaré Fumio Kishida à propos de l'objectif fixé par la BoJ, « Nous devons soutenir l'économie par un assouplissement monétaire à grande échelle et des mesures de relance budgétaire pour protéger les gens contre la pandémie ». Toutefois, M. Kishida n'est pas le candidat favori. Dans un sondage publié lundi par le quotidien japonais *Yomiuri Shimbun*, le ministre chargé de la lutte contre la COVID-19, Taro Kono, est en tête pour devenir Premier ministre après le départ de Yoshihide Suga : 23% des personnes interrogées se déclarent en faveur de Taro Kono. Un autre sondage dévoilé dimanche donnait 31,9% d'opinions favorables. Taro Kono devance l'ancien ministre de la Défense, Shigeru Ishiba, qui obtient 21% d'opinions favorables. L'ancien ministre des

Affaires étrangères, Fumio Kishida - le seul candidat à avoir officiellement annoncé sa candidature - obtient les faveurs de 12% des sondés. Taro Kono n'a pas encore annoncé publiquement sa candidature à la tête du PLD mais plusieurs médias ont fait part de son intention de se présenter. Le ministre, âgé de 58 ans, a fait ses études à l'Université de Georgetown aux Etats-Unis et parle couramment anglais. Il est très présent sur les réseaux sociaux, où il a acquis une grande popularité notamment auprès des jeunes électeurs.

Le Royaume-Uni entend prolonger son moratoire sur certaines dispositions relatives à l'Irlande du Nord dans l'accord de divorce avec l'Union européenne, a annoncé lundi le ministre britannique du *Brexit*, David Frost. L'objectif est de continuer à laisser du temps à « d'éventuelles discussions supplémentaires » avec l'UE tout en assurant aux entreprises de la « certitude » et de la « stabilité », a précisé David Frost dans un communiqué. L'UE a pris acte du projet britannique en précisant qu'il n'avait pour l'instant aucune répercussion sur la procédure visant Londres lancée au printemps. Les deux parties s'efforcent d'éviter que le différend touchant le protocole nord-irlandais ne dégénère en véritable conflit commercial. Londres a gelé l'application de certains éléments du « protocole nord-irlandais » contenu dans l'accord de *Brexit*, notamment l'instauration de certains contrôles douaniers sur des marchandises expédiées de Grande-Bretagne vers l'Irlande du Nord, en raison des perturbations provoquées dans l'approvisionnement de la province, en particulier en viande. A Dublin, le vice-Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, qui s'exprimait après un entretien avec le ministre d'Etat britannique Michael Gove, a dit s'attendre à ce que la nouvelle initiative de Londres favorise de nouvelles tentatives visant à parvenir à une solution pérenne. Mais, Leo Varadkar a averti que toute solution durable devrait s'inscrire dans le cadre de l'accord existant.



en collaboration avec



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2021, Tous droits réservés.